

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (2007)
Heft: 1736

Buchbesprechung: Changer d'ère [Alain Berset, Christian Levrat]

Autor: Gavillet, André

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 29.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Le débat autour du climat

Communiqué du G8 ou initiative populaire, quelle efficacité?

Jacques Guyaz (08 juin 2007)

Une nouvelle initiative dite «pour un climat sain» vient d'être lancée. La récolte de signatures a débuté. Il s'agit, à l'horizon 2020, de diminuer les émissions de gaz à effet de serre en Suisse de 30% par rapport aux valeurs atteintes en 1990. L'objectif est-il réaliste? Si l'on suppose que l'initiative aboutisse, une votation est probable en 2009. En cas d'acceptation, il restera 11 ans pour atteindre les objectifs, délai plutôt bref.

Les problèmes climatiques sont planétaires et ce sont d'abord des accords internationaux qui peuvent entraîner une réduction conséquente des gaz à effet de serre. Le sujet est au centre des discussions du G8

qui se tient en Allemagne. Bien sûr comme d'habitude les effets d'annonce seront suivis de résultats mitigés. Mais vaille que vaille, des normes internationales se mettent peu à peu en place au fil des conférences.

La Suisse ne peut faire cavalier seul. L'exemple des filtres à particule est éloquent. En bon élève notre pays voulait obliger les véhicules diesels neufs à posséder des filtres à particule dès 2008, avant de reculer et de s'aligner sur l'Union européenne qui met en place cette mesure en 2009. Notre pays aurait très bien pu maintenir sa décision qui ne posait pas de problèmes techniques particuliers, mais

l'alignement sur le calendrier européen était la solution la plus simple.

Cette initiative pour un climat sain est-elle coup d'épée dans l'eau? Un exercice inutile? Elle permet bien sûr de maintenir la pression autour des questions liés au climat, mais est-ce la meilleure formule pour parvenir à des solutions réelles dans un domaine où la coopération internationale est la seule voie efficace? Il est permis de s'interroger, mais il est vrai qu'une initiative reste une formidable caisse de résonance et surtout le rare et peut-être le seul moyen de créer en même temps un débat dans toutes les régions linguistiques du pays.

Changer d'ère

Le livre de Berset et Levrat reformule sans la résoudre la question du programme de législature

André Gavillet (13 juin 2007)

C'est un essai stimulant et hétéroclite que signent les socialistes fribourgeois Alain Berset, conseiller aux Etats, et Christian Levrat, conseiller national, sous le titre pompeusement ironique de *Changer d'ère*.

L'exercice se déroule en trois temps.

D'abord le récit savoureux de la

découverte par deux bleus de la Berne fédérale. Mais pas en des jours ordinaires. Le Conseil fédéral va être élu et l'UDC, à nouveau triomphante, revendique un deuxième siège au gouvernement et abat la plus forte carte de son jeu: Christoph Blocher. Le PDC sait, après le refus radical d'ouvrir des négociations directes, qu'un de ses deux sièges sera sacrifié. Mais

lequel? Joseph Deiss et Ruth Metzler s'efforcent, l'un et l'autre, l'un contre l'autre, de nouer avec les parlementaires des liens personnels. La réception des nouveaux députés par le Conseil fédéral en est l'occasion. A défaut du tutoiement automatique à la Couchepin, il est possible de jouer avec les prénoms: «*Moi, c'est Ruth*». Mais Deiss sait aussi soigner sa garde

rapprochée fribourgeoise. Au restaurant italien où il invite les 9 parlementaires de son canton, les vins sont généreux. Ils le seront moins, accompagnant une modeste pizza, une fois la réélection assurée.

Cette distance critique avec le milieu auquel on participe est chose rare, et d'autant plus piquante. Mais il faut changer de ton, car Blocher fut élu, mettant fin au régime de concordance, rompant la collégialité, plaçant le peuple au-dessus des lois, bloquant le système.

Dans une deuxième partie est développé ce qui devrait constituer les points forts d'une action politique. La caractéristique de ce programme est la place

première faite aux thèses économiques: politique de la Banque nationale, politique conjoncturelle, politique sociale, action syndicale. Les idées fortes: assurer le primat de l'action politique, ne pas séparer le marché du travail de la sécurité sociale.

Mais comment passer du programme théorique à l'action? C'est l'objet de la troisième partie.

Berset et Levrat préconisent un contrat de législature regroupant le PDC, les verts et les socialistes. Là, il faut l'avouer, on reste sur sa faim. Car on imagine mal le PDC, qui occupe actuellement une position centriste, se gauchir au point de faire partie d'une coalition de gauche, qui d'ailleurs, sur la base des

chiffres actuels, ne disposerait pas d'une majorité dans les deux Chambres.

On en revient à la question première. Comment définir et comment assurer l'application d'un programme de législature? Doit-il par principe exclure l'UDC? Doit-il être négocié entre les partis avant l'élection du Conseil fédéral? Doit-il être présenté par le Conseil fédéral nouvellement élu et faire l'objet d'un vote engageant la responsabilité du gouvernement? Le débat sur ce nouvel outil politique n'a pas été poussé assez loin, n'est pas assez abouti pour que l'on puisse crier «*Demandez le programme!*». Il faut une réponse à ces questions préalables selon que l'on veut changer d'ère ou d'erre ou d'air.

Les travailleurs suisses sont dans l'Europe

Dommage que les entreprises, qui idéalisent la prise de risque, restent elles bien frileuses

Albert Tille (15 juin 2007)

La libre circulation des travailleurs entre la Suisse et l'Europe des Quinze est totale. Les contingents qui subsistaient encore sont éliminés depuis le 1er juin. Berne affiche sa satisfaction. Le courage a payé. Selon une étude du Seco, les Européens n'ont pas volé le travail des Suisses. Dans les secteurs où le nombre des immigrés a fortement progressé, les Suisses ont également connu une hausse de l'emploi. Le Seco

nie aussi que la concurrence étrangère ait eu un effet modérateur sur les salaires. Difficile à prouver. On ne peut pas cependant oublier que, en dépit d'une conjoncture économique favorable, la progression des salaires est restée fort modeste, si l'on excepte celle de Marcel Ospel ou autres Vasella. Le contingent annuel de 15'300 permis de longue durée, en vigueur jusqu'au mois passé, a été régulièrement épousé. Avec

sa levée, l'immigration pourrait donc connaître une nouvelle progression. Mais le Seco se veut rassurant. Les Européens au bénéfice d'un permis de courte durée, qui sont donc déjà en Suisse, occuperont les emplois fixes disponibles. Ils changeront simplement de statut.

En disant oui à la libre circulation des personnes, les électeurs suisses, en large majorité des salariés, ont